

Tribunes publiées dans le Journal n°219

JULIEN CARRÉ

Majorité municipale

Au nom de la majorité municipale

Depuis plus de 10 ans, les élus de la majorité municipale travaillent à améliorer la qualité de vie des habitants. Anciennement 9e ville la plus criminogène de France, Le Blanc-Mesnil est désormais labellisé « Villes et Villages où il fait bon vivre ».

Cependant, seule, la municipalité ne dispose pas toujours de moyens suffisants pour relever tous les défis. Pour mieux y répondre, nos élus, au-delà de notre conseil municipal, se sont donc engagés à différents niveaux.

Au Conseil départemental, Vijay Monary et Angela Segura ont sommé le bailleur Seine-Saint-Denis Habitat de respecter ses engagements et d'entretenir son patrimoine, pour garantir les conditions de vie des locataires.

Au Conseil régional, Christine Cerrigone a participé à l'instauration des nouveaux tarifs de transport, plus avantageux, ainsi qu'à l'obtention de plusieurs millions d'euros de subventions pour nos lycées, parcs (Joseph-Bologne-de-Saint-George...), équipements culturels et sportifs (practice de golf, JOP...), ou encore notre métro. Elle porte aussi la voix de nos amies les bêtes, via le label régional « Ville amie des animaux ».

Au Sénat, Thierry Meignen, après s'être engagé lui aussi contre la maltraitance animale, a plus récemment défendu le pouvoir d'achat, en soutenant notamment l'utilisation des tickets-restaurant en supermarché. Il a aussi obtenu que les étudiants blanc-mesnilois puissent intégrer les meilleures écoles parisiennes sans discrimination géographique.

Le double engagement de nos élus crée une synergie entre les différentes instances, apportant des solutions concrètes et des financements plus importants. Une approche pragmatique pour le meilleur et pour l'avenir !

DIDIER MIGNOT

« Blanc-Mesnil à venir »

Président du groupe Blanc-Mesnil à venir

À l'écoute du discours du premier ministre à l'Assemblée Nationale, force est de constater que du local au national, la Droite fait part du même aveuglement, de la même surdité face à la situation que vivent des millions d'habitants dans le pays, des milliers dans notre ville.

Les propos de M. Bayrou ou ceux, récurrents, du sénateur Meignen pourraient s'intituler « les invisibles » tant sont absentes de leurs discours et de leur communication les réalités qui pourtant les entourent.

Salaires bloqués, pouvoir d'achat en berne, des dizaines de milliers d'emplois détruits ou menacés, une pauvreté qui augmente sans cesse, des salariés et des retraités pauvres, des services publics démantelés... tout cela est pourtant bien réel !

Pour ce gouvernement, soutenu par M. Meignen et ses amis au sénat, ces « invisibles » n'existent que lorsqu'il s'agit de les faire travailler jusqu'à 64 ans pour « équilibrer » le système des retraites, oubliant au passage les 73 milliards d'euros de dividendes versés en 2024 aux actionnaires par les entreprises du CAC 40 et les 81 milliards qui leur sont promis en 2025.

Être à l'écoute et s'adresser à celles et ceux qui souffrent du chômage, de la précarité, des bas salaires et des pensions de misère, de l'attente d'un logement... est une responsabilité et un devoir quand on est élu. Pourtant, jamais un mot, jamais une ligne dans la communication municipale sur cette souffrance sociale qui s'aggrave. Un silence qui s'apparente à du mépris.